



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 03/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALCATEL SUBMARINE NETWORKS (A.S.N.)

536 QUAI DE LA LOIRE
BP 849
62100 Calais

Références : -

Code AIOT : 0007001062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement ALCATEL SUBMARINE NETWORKS (A.S.N.) implanté 536 quai de la Loire B.P. 849 62100 Calais. L'inspection a été annoncée le 17/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024. Elle a été réalisée dans le cadre d'une action nationale portant sur la thématique « PFAS ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALCATEL SUBMARINE NETWORKS (A.S.N.)
- 536 quai de la Loire B.P. 849 62100 Calais

- Code AIOT : 0007001062
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Alcatel Submarine Networks, filiale du groupe NOKIA, est le leader mondial depuis 120 ans de la conception, fabrication et de l'installation de système de communication sous-marins.

Les câbles sous-marins sont élaborés selon le process suivant:

- appairage des fibres optiques (soudage des fibres entre elles);
- coloration pour identification (Atelier coloration);
- insertion des fibres dans un tube en acier inoxydable soudé au laser (Atelier tubes);
- ajout de couches de fils d'acier en hélice autour du tube et d'une couche de cuivre à partir d'un ruban soudé au procédé TIG (Atelier Conducteur Composite);
- isolation électrique du conducteur ainsi formé par une couche de polyéthylène extrudé à chaud (Atelier Isolation);
 - le câble isolé peut être recouvert d'un ruban d'acier préformé et de polyéthylène extrudé à chaud pour obtenir un câble gainé (Atelier gainage);
 - le câble isolé ou gainé est ensuite armé (simple ou double armure) par ajout de fil d'acier galvanisé, de fil de polypropylène et de bitume (Atelier armure).

Les câbles sont ensuite dirigés vers des cuves de stockage, reliés entre eux (jointage) testés et transférés sur un navire via un tunnel de 600 m qui relie l'usine au port (process embarquement).

Les activités exercées sur le site de Calais sont autorisées par un arrêté préfectoral en date du 25 novembre 2016.

En juin 2024, l'Etat a annoncé son intention d'acquérir 80 % du capital de la société Alcatel Submarine Networks.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les campagnes relatives à la recherche de substances PFAS ont été réalisées conformément à l'Arrêté Ministériel du 20 juin 2023.

Pour les 20 PFAS obligatoires à analyser, les campagnes de prélèvement (campagnes du 08/09/2023 et du 10/11/2023) montrent un dépassement de la limite de quantification pour le paramètre Acide perfluoropentanoïque (PFPeA). Pour l'indice AOF, les concentrations dépassent également la limite de quantification pour les 3 campagnes.

Pour les 8 autres PFAS, les valeurs ne dépassent pas la limite de quantification.

Au vu des résultats d'analyses, l'exploitant poursuit ses investigations par la réalisation d'autres prélèvements plus ciblés afin de comprendre l'origine des PFAS en sortie du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant dispose de la liste des substances PFAS puisque l'établissement est bien concerné par cette nouvelle réglementation car il est soumis à autorisation au titre des ICPE pour la rubrique 2261 (transformation de polymères). Le groupe Nokia a élaboré une liste de n°CAS avec les substances PFAS (une liste contenant 12034 substances). Sur la base de cette liste, l'exploitant a identifié les produits pouvant contenir des PFAS (autres que les 28 PFAS à analyser) : -Soltech FL 65 : 1000 L -Fiber Prop Fluid : maximum 560 ml (soit 7 bombes de 80 ml) Ces produits sont utilisés pour le nettoyage des fibres. Aucun rinçage à l'eau des fibres n'est effectué après application des produits. Pour ces produits, les fiches de données de sécurité ont été transmises à l'inspection par courriel

du 22/05/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminés par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant dispose d'un unique point de rejet pour les eaux industrielles, le rejet n°5.

L'exploitant est concerné par la première vague de campagne, dont la première est à réaliser dans un délai de 3 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 20 juin 2023.

Les 28 substances (20 PFAS + AOF + autres PFAS) ont été recherchées par l'exploitant dans le cadre des campagnes de mesures réalisées le 8 septembre 2023, le 13 octobre 2023 et le 10 novembre 2023.

L'exploitant a également recherché d'autres paramètres, tels que les fluorures, les MES, la DCO et les COT.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Les trois campagnes de prélèvement ont été réalisées par Flandres Analyses qui est accréditée COFRAC et les échantillons ont été envoyés pour analyses des PFAS à AGROLAB aux Pays-Bas.

L'analyse des 20 PFAS obligatoires a été réalisée sous accréditation selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017.

Seul le paramètre AOF et les 8 autres PFAS n'ont pas été analysés sous accréditation.

Il est à préciser que l'arrêté ministériel du 20/06/2023 indique que l'accréditation porte uniquement sur les 20 PFAS obligatoires à réaliser.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

Les trois campagnes ont été réalisées par échantillonnage sur une durée de 24 heures dans des conditions représentatives de l'activité (pas d'arrêt ou de maintenance durant le prélèvement).

Les prélèvements ont été réalisés au niveau du point de rejet n°5 .

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Les résultats sont présentés ci-dessous :

Substances	Unité	Prélèvement du 08/09/2023	Prélèvement du 13/10/2023	Prélèvement du 10/11/2023
PFAS : Acide perfluoropentanoïque (PFPeA)	µg/l	0,7	<LQ 0,02 µg/l	0,055
Fluorure	mg/l	0,06	0,25	<0,20
Indice AOF	µg/l	42	6	160
DCO	mg/l	517	223	211
MES	mg/l	120	77	81
COT	mg/l	121	50,9	28,4
COD	mg/l	115	28,5	19,2

Pour les 20 PFAS obligatoires à analyser, les campagnes de prélèvement (campagnes du 08/09/2023 et du 10/11/2023) montrent un dépassement de la limite de quantification pour le paramètre Acide perfluoropentanoïque (PFPeA). Pour l'indice AOF les concentrations dépassent également la limite de quantification pour les 3 campagnes.

Pour les 8 autres PFAS, les valeurs ne dépassent pas la limite de quantification.

Au vu des résultats, l'exploitant poursuit ses investigations par la réalisation d'autres campagnes plus ciblées comme un prélèvement de l'eau potable ou en sortie des tours aéroréfrigérantes afin de comprendre l'origine des PFAS en sortie de son site.

Les produits de nettoyage identifiés par l'exploitant ne font pas l'objet de rinçage entraînant un rejet dans le réseau d'assainissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant a bien saisi la déclaration de ces campagnes dans GIDAF. Par contre, la saisie n'est

pas réalisée dans les délais impartis :

Campagne de prélèvement du 08/09/2023 : date de saisie dans GIDAF le 09/02/2024.

Campagne de prélèvement du 13/10/2023 : date de saisie dans GIDAF le 15/12/2023.

Campagne de prélèvement du 10/11/2023 : date de saisie dans GIDAF le 25/01/2024.

L'inspection tient à rappeler que les résultats dans GIDAF doivent être renseignés dans un délai d'un mois maximum après la date du prélèvement.

Type de suites proposées : Sans suite